

Jacques Delors aux avant-postes du néolibéralisme

Jacques Delors est décédé le 27 décembre 2023. Les louanges ne cessent de pleuvoir sur sa vision politique. Les médias détenus par de puissants capitalistes ont des raisons de se féliciter de son apport en France et en Europe : le néolibéralisme : il fut un des acteurs majeurs du néolibéralisme, même s'il n'a pas été le seul.

Jacques Delors un des moteurs de la « deuxième gauche moderniste »

La deuxième gauche se définit elle-même par une conception « moderniste » de la transformation de la société. On y trouve, entre autres, la notion de compétence pour gérer l'Etat. Jacques Delors, Michel Rocard, Dominique Strauss-Kahn et la CFDT seront des vecteurs de cette idéologie. Leur mantra était l'abandon du marxisme et le renoncement à la lutte des classes.

Je vais m'attarder sur un ouvrage de Jacques Delors, avec le journaliste Philippe Alexandre, intitulé "*En sortir ou pas*" [1]. Il traduit selon moi la conversion du Parti socialiste au néolibéralisme.

Jacques Delors date cette conversion idéologique en 1978, en termes euphémiques, « ... *le Parti socialiste avait réalisé, dès 1978, sa conversion à la gestion et à l'économie de marché* » (page 84). Mais il considérera que le Parti socialiste, une fois au pouvoir, n'avait pas accompli totalement son aggiornamento, même après le tournant de la rigueur de 1983, nécessaire mais notoirement insuffisant pour Jacques Delors. Il appela alors le Parti socialiste à se convertir au plus vite au néolibéralisme. Il fut vite comblé.

Cette conversion n'avait pas échappé au Parti communiste français, et notamment à Georges Marchais, mais c'était trop tard, le programme commun de gouvernement soulevait l'enthousiasme à gauche.

Je ressentais très concrètement l'immense espoir que ce programme commun générerait parmi mes collègues d'Air France. Rompre avec le Parti socialiste aurait été suicidaire, ne pas le rompre aussi. Ce fut un suicide plus lent, mais aussi efficace.

« *En sortir ou pas* », la conversion du Parti socialiste au néolibéralisme !

*« Quatre années de pouvoir socialiste n'ont pas réussi
à nous dépêtrer d'un provincialisme vieillot autant que mortel. »*

Jacques Delors
« En sortir ou pas »

¹ Jacques Delors, Philippe Alexandre, « *En sortir ou pas* », éditions Grasset, 1985.

Jacques Delors se lâche dans cet ouvrage intitulé « *En sortir ou pas* » [2] écrit il y a presque quarante ans, en 1985, avec Philippe Alexandre écrivain et journaliste. Il a été dicté par Jacques Delors et rédigé par le journaliste [3]. C'est une éclatante profession foi néolibérale d'un des dirigeants les plus importants du parti socialiste [4], ministre de l'Économie, des Finances et du Budget de 1981 à 1984 dans les gouvernements dirigés par Pierre Mauroy, puis immédiatement nommé président de la Commission Européenne (1985-1995).

Je n'ai jamais rencontré Jacques Delors, en revanche j'ai eu occasion de dîner avec Philippe Alexandre. Invité par une collègue d'Air France dans l'appartement de son père qui avait été conseiller général dans le 6ème arrondissement. J'ai vite compris que cette collègue, au demeurant sympathique et intelligente, m'avait annoncé comme une « prise » d'un militant communiste. La rencontre, la confrontation avaient pour objectif de donner du piquant au dîner. Un « dîner de cons », sans que le con ait été précisément désigné, « le communiste » ou le « journaliste » ? Philippe Alexandre était journaliste à RTL. Je n'avais jamais entendu parler de lui n'étant pas auditeur de cette station de radio de droite. Nous étions assis à table face à face. Je ne me souviens pas du contenu des discussions, en revanche le personnage m'avait apparu arrogant, suffisant, et notoirement anticomuniste. Je pense que c'était le challenge de ce dîner. L'ouvrage, rédigé avec Jacques Delors deux ou trois ans après cette rencontre a illustré cet anticomunisme viscéral, teinté d'un mépris profond pour ces « *demeurés* », que j'avais décelé chez ce personnage.

J'ai donc lu plus tard « *En sortir ou pas* ». J'ai été sidéré par la violence des propos de Jacques Delors à l'encontre de la politique menée par le gouvernement « socialo-communiste » (1981-1984) dans lequel il avait officié comme ministre de l'Économie, des Finances et du Budget. Secrétaire général de la CGT à Air France, j'étais confronté très concrètement au « virage à 180 degrés » des militants socialistes dans la CFDT, mais aussi jusque dans la CGT. Mais je n'avais encore jamais lu un plaidoyer aussi argumenté pour une conversion définitive du Parti socialiste à l'idéologie néolibérale.

Certes Jacques Delors s'en défendait. Il préférait, à l'instar d'Emmanuel Macron, se qualifier de « moderniste ». Mais ce « camp moderniste » était séparé par une frontière si ténue avec le néolibéralisme qu'il en jetait les bases. Jacques Delors la franchira naturellement et sans problème.

De la première à la dernière page, l'ouvrage est une charge sans appel contre le parti socialiste, avant le tournant de la rigueur, et surtout contre l'union avec le PCF sur un "programme commun de gouvernement" qui aura d'ailleurs fait long feu, un an avant la parution de l'ouvrage et à la satisfaction joyeuse de Jacques Delors. Autant le PCF fustigeait le « tournant de la rigueur » de 1983, autant Jacques Delors le salua avec grande satisfaction. Il savait qu'au bout de ce Bad-Godesberg du Parti socialiste français celui-ci

² **Bruno Amable** dans un chapitre de son ouvrage (2017) intitulé " *La gauche de gouvernement, du modernisme au néolibéralisme* » analyse avec la clarté, la justesse et la pertinence que j'ai toujours constatées chez lui, la « charge incroyablement violente contre les choix politiques de politique économique privilégiés par la coalition de gauche à laquelle il [Jacques Delors] appartenait » », page 130

³ **Philippe Alexandre**, « *Pendant de longues heures nous avons dialogué devant un magnétophone. L'enregistrement a été dépouillé, transcrit, complété. Puis nous avons ensemble établi un plan. Après quoi j'ai mené le travail de rédaction* », idem page 15

⁴ **Jacques Delors** adhère au PS en 1974. Il sera ministre de l'économie sous François Mitterrand, et la cheville ouvrière du tournant de la rigueur. Il deviendra président de la Commission européenne.

rejoindrait l'idéologie néolibérale et s'en ferait un ardent thuriféraire. Il avait vu juste, sur ce point.

Le « divin » tournant de la rigueur du Parti socialiste en 1983

La conversion du Parti socialiste au néolibéralisme se fit d'une manière spectaculaire en 1983 (il était au pouvoir depuis seulement deux ans !), avec l'annonce par François Mitterrand du « virage à 180 degrés ». Ce fut le « tournant de la rigueur » de sa politique économique et financière avec le « passage à une économie de l'offre ». Jacques Delors le qualifia, ironique, de « *grand psychodrame* » [dans la gauche] et qu'il magnifiera dans son ouvrage « *En sortir ou pas* ».

Puis Pierre Bérégovoy, Dominique Strauss Kahn et Laurent Fabius se feront les pionniers de la déréglementation financière. Le Parti socialiste français n'abandonnera plus, après 1983, cette politique structurelle néolibérale qui ne sera contrebalancée, durant les deux mandats de François Mitterrand, que par quelques timides mesures sociales. Jusqu'à la Bérézina du Parti socialiste en 2017.

Le tournant de la rigueur en 1983

En France le modèle politique économique et social ne s'affichera « officiellement » au néolibéralisme qu'au début des années 2000.

Nicolas Sarkozy (2007-2012) avança quelques idées et mis en œuvre quelques pratiques néolibérales, mais il n'était qu'un tout petit théoricien néolibéral.

François Hollande (2012-2017) fut beaucoup plus audacieux dans les avancées néolibérales. La " loi travail El Komri ", loi dite de " modernisation du dialogue social ", en restera un des étendards.

Si avec François Hollande les réformes néolibérales ont fortement gagné du terrain, après 2017, et d'une manière totalement assumée, Emmanuel Macron le fondé de pouvoir du capital financier les met en œuvre avec un zèle sans faille. A l'issue de son second mandat (2022-2027), s'il l'accomplit jusqu'au bout ^[5], les normes politiques, économiques, sociales, juridiques en France auront été totalement transformées dans une conception néolibérale de la société. Les structures sont désormais à la disposition d'une maléfique aventure autoritaire, d'une démocratie probable au seul service d'un profit, annoncé comme sensé « ruisseler » jusqu'aux pauvres, bien qu'il n'en soit rien. Emmanuel Macron aura fait le job.

« En sortir ou pas », le plaidoyer néolibéral de Jacques Delors

Donnons d'abord acte à Jacques Delors de se défendre d'être favorable au néolibéralisme en se disant « moderniste ». Nous dirons alors que le « modernisme » dont se réclame Jacques Delors, et un grand nombre de ses compères socialistes, a ouvert grand la porte au néolibéralisme. Dans un post-scriptum, celui-là écrit (de sa seule main), il affirme que les

⁵ Cf. www.anarcoecolococo.com , Alain Dubourg, « De la victoire de l'extrême droite avant 2027 ? ».

français ont été « *bercés depuis 1973 [6] par des illusions* » (page 222) et dans les toutes dernières lignes il se délecte de l'idéologie néolibérale qui domine maintenant le Parti socialiste, « *le socialisme a un avenir. Car il est une tentative, toujours remise en question, pour réconcilier la personne et la communauté, pour lutter contre l'injustice, tout en récompensant le mérite tout en appelant à la responsabilité individuelle* » (page 228). On croirait lire du Emmanuel Macron.

Cependant Jacques Delors ne peut pas être taxé de néolibéral pur jus. Comme beaucoup d'hommes politiques il considère que la loi du marché doit être laissée à son libre cours. Il sous estime et même nie le rôle de l'Etat pour apporter des normes aux pays. Il appelle à faire « *reculer l'Etat* » (page 227), à l'instar des théoriciens du « laissez-faire ». Il serait en cela plus libéral que néolibéral. En fait il rêve d'un néolibéralisme librement imposé par le marché.

Si quelqu'un a bien compris que ce n'était pas possible et que c'était à " l'Etat-nation ", "l'Etat-Europe ", et " l'Etat-monde " d'imposer le néolibéralisme par des normes contraignantes, c'est bien Emmanuel Macron. En ce sens Jacques Delors n'était pas encore en phase totale avec l'idéologie néolibérale qui contrairement à une croyance majoritaire, n'est pas la suppression de l'Etat, mais la mise de l'État entièrement au service du capital.

Responsable de la CGT à Air France au moment de la publication du livre « *En sortir ou pas* » (1985), j'ai douloureusement vécu l'offensive idéologique néolibérale au sein du mouvement syndical de la compagnie aérienne, et dans mon syndicat aussi, mais d'une manière marginale. Cette constatation très concrète m'a conduit à créer l'association OMNES dont l'objectif était de combattre la progression des idées néolibérales dans le mouvement syndical à Air France [7].

L'ouvrage de Jacques Delors, reste encore aujourd'hui pour moi la référence bibliographique du rôle létal de la social-démocratie en France sur la gauche anticapitaliste par son ralliement au néolibéralisme. Ceci étant, soyons juste, le tournant idéologique du parti socialiste en France s'inscrit dans le tournant idéologique général de la social-démocratie dans le monde.

Je m'essaie dans les paragraphes suivants au commentaire de l'ouvrage « *En sortir ou pas* », premier écrit socialiste, à ma connaissance aussi clair, qui revendique l'exigence de « sortie » du marxisme pour la gauche française qui en serait intoxiquée, sous influence maléfique du Parti communiste français, et ceci afin de marcher joyeusement vers le néolibéralisme.

Un anticomunisme militant

Dans « *En sortir ou pas* » Jacques Delors qualifie les communistes d' « *apôtres de la guerre totale contre le capitalisme* », (page 48), accuse le PCF d'influence maléfique sur le Parti socialiste, « *depuis plusieurs décennies, les communistes font subir aux socialistes une force fascinante pour ainsi dire symétrique* [à la droite], aussi, conclut-il « *il n'était pas possible de laisser une force telle que le Parti communiste en marge, ni de permettre qu'elle se constitue en contre-société. Ils ont imprégné les socialistes d'un attachement religieux au*

⁶ Date de la publication du **Programme commun de gouvernement** de la gauche socialiste, communiste, radicaux de gauche.

⁷ Cf. sur www.anarchoecolococo.com rubrique « Associations »

marxisme» (page 33). " *Le parti socialiste a été soumis au Parti communiste depuis des années*" (page 34). Anticommunisme obsessionnel.

Le congrès de Metz du Parti socialiste (1979) en pleine campagne pour le Programme commun de gouvernement, restera l'œuvre du diable pour Jacques Delors, « *un projet qui effraya tout de même les sages de ce Parti* ».

Eloge du profit capitaliste, l'entreprise et le profit sacralisés

Jacques Delors se livre aussi au lyrisme quand il parle de l'entreprise, « *Un fil a été renoué autour des entreprises désormais considérées par tous comme les meneurs de la marche forcée vers le futur. Les socialistes eux-mêmes n'ont plus la bouche écorchée par le mot de "compromis". Nul, parmi eux, n'est plus traité de "produit aberrant de la pensée bourgeoise lorsqu'il prononce l'éloge du profit* » (page 34).

La lutte de classes est enfin jetée aux oubliettes de l'histoire : « *Beaucoup de dirigeants socialistes croyaient que la lutte des classes était une loi de la nature, que les chefs d'entreprise étaient tous unis dans une œuvre de sabotage...* ». Mais le merveilleux tournant de 1982-83 est arrivé, « *la gauche au pouvoir au prix d'une stupéfiante et cruelle révolution, qui rétablira les profits des sociétés et fera comprendre aux français que l'entreprise doit prospérer et disposer de marges bénéficiaires pour investir, pour entreprendre, pour créer du travail* » (page 48).

Selon Jacques Delors les socialistes sont enfin revenus à la nécessité historique, le « compromis », les termes de « modernisme », de « modernité », sont abondamment employés dans l'ouvrage. Pour lui l'alternance gauche-droite construite sur ce « compromis » est naturelle, « *Aussi longtemps que la France sera républicaine, les majorités au pouvoir alternent le compromis historique a pour but de ménager des alternances en douceur, évitant anathèmes et excommunications* » (page 212). L'essentiel pour Jacques Delors est de garantir la pérennité du capitalisme.

Tous réunis sous le glorieux étendard du capitalisme ! Est-il possible de mieux dire que ces "alternances en douceur" ont pour objet de ne pas changer le cours des choses, d'appliquer sur le fond les mêmes politiques, et en l'occurrence marcher d'un même pas vers l'instauration du néolibéralisme en France. Les socialistes, on le verra auront souvent quelques bons pas d'avance sur la droite. Le maître néolibéral n'est pas celui que l'on aurait pu naïvement penser.

Se débarrasser de notre protection sociale à la française, et en partie des services publics !

*« Notre système de protection sociale organise les abus.
L'indemnisation du chômage incite à ne pas travailler »
Jacques Delors*

A la relecture de l'ouvrage à l'occasion de cette petite « fiche de lecture », on ne peut être que stupéfait de la concordance des thèmes idéologiques qui sont exposés, avec ceux aujourd'hui mis en application par Emmanuel Macron. Jacques Delors a dû exulter. Il dénonce dans le livre un système de protection sociale « *lourd, rigide, démesuré. Le système de protection sociale est constamment complété et compliqué : il organise les abus.*

Emmanuel Macron y fera écho quelques décennies plus tard avec le « Pognon de dingue [que l'Etat] met dans les minima sociaux » [8].

Jacques Delors assène : « *L'indemnisation du chômage, en France comme dans tous les pays européens, constitue rien de moins qu'une puissante incitation à ne pas travailler ...* » (page 56). On retrouve ces termes à l'identique dans les déclarations actuelles des partis politiques les plus droitiers, extrêmes droitiers. Et ce n'est pas à l'honneur de Jacques Delors.

Pour appuyer sa démonstration, Jacques Delors fait référence au propagandiste vulgarisateur de la pensée néolibérale à cette époque, François de Closets, dans son ouvrage « *Toujours plus* » qui bénéficiera d'une promotion médiatique ahurissante. Jacques Delors dénonce avec lui, « *L'aspiration des français à une sécurité toujours plus raffinée qui a entraîné une dévaluation de l'effort.* » (page 57). Quel insupportable mépris de classe pour les travailleurs ! Son fils spirituel s'appelle bien Emmanuel Macron.

Ses disciples contemporains, Bernard Cazeneuve, Carole Delga et même le secrétaire national du parti communiste français, Fabien Roussel, qui ne veut pas être en reste dans cette dérive dans un racisme de classe, en déclarant qu'il est « *pour la France du travail, contre la France des allocs* » [9], appellent à renouveler une alliance qui exclue a priori la France Insoumise, la première force électorale et militante de gauche, et de loin. Jacques Delors aurait-il pu rêver mieux ?

Halte à la gratuité des services publics

« *On est endroit de s'interroger sur la totale gratuité de ceux-ci [les services publics collectifs] : le moment est venu d'inviter les citoyens à participer eux-mêmes davantage, individuellement, à certains services* » (page 94).

Bingo ! C'est la démarche fondamentale du néolibéralisme, privatiser tous les services publics, et ainsi contraindre chacun, selon ses moyens, à participer au financement des services. L'aggravation exponentielle des inégalités en est le résultat assuré.

Les Plans d'ajustement structurels appliqués autoritairement par la FMI et la Banque Mondiale aux pays africains début des années 1980 ont anticipé cette politique de casse généralisée des services publics. Le résultat 40 ans plus tard est catastrophique. Des millions d'africains n'ont pas accès au soin, à la santé, à l'éducation. Tout, ou presque, est privatisé. Les Plans d'ajustement structurels ont creusé des inégalités abyssales dans les pays africains.

Vive la retraite par capitalisation

Les macronistes n'osent même pas se faire totalement les thuriféraires de la capitalisation. Ils n'osent pas avouer leur réel objectif, privatiser le système français de retraite par répartition afin que le système financier mondial, les fonds de pensions américains et autres, puissent réaliser des profits juteux sur les retraités français. Sans parler de l'insécurité fondamentale de la capitalisation sur la pérennité des retraites en cas de crise financière. Jacques Delors a osé :

« *Quel tollé quand le gouvernement, en 1970, [10] a évoqué rien de plus que l'éventualité d'un système de retraite dans lequel la capitalisation, l'effort individuel, l'épargne, auraient une part un peu plus consistante !* » (page 58).

⁸ Le 13 juin 2018 dans un montage de télé réalité élyséenne.

⁹ Cf. texte « *La campagne électorale et démagogique de Fabien Roussel* », sur www.anarchoecolococo.com

¹⁰ Gouvernement de **Georges Pompidou** / 1969-1974

La retraite à 60 ans : des « semelles de plomb » pour la protection, sociale

Longtemps avant son décès Jacques Delors n'a plus pris publiquement la parole, mais on peut imaginer le camp dans lequel il s'est situé lors de la lutte contre la retraite à 64 ans quand on lit ces lignes :

« Les dépenses de retraites ont été mieux maîtrisées (grâce notamment à la désindexation des revenus), jusqu'au jour où, de façon inconsidérée et en tout cas prématurée, on a permis la retraite à soixante ans et, du même coup infligé au budget social de la nation un boulet supplémentaireet c'est au moment précis où l'économie requerrait le plus de force, de mobilité, de verdeur que la protection sociale lui a imposé ces semelles de plomb » (page 58).

Quelle hargne contre les travailleurs soupçonnés des pires maux, responsables de tout.

Privatiser le système de protection sociale

Jacques Delors évoque les « institutions gigantesques et anonymes, comme la sécurité sociale, sous la tutelle rigide de l'Etat, pour leur santé, pour leur retraite ... », pour conclure avec ce dogme slogan néolibéral, « ... il faudra bien en finir avec ce tabou de la protection sociale absolue et égale pour tous. Tout simplement aider moins les riches que les pauvres » (page 61).

C'est exactement le système adopté par le système néolibéral au Chili et autres pays capitalistes, une protection sociale privée chère et très protectrice pour les riches et une protection sociale minimum (low cost) pour les pauvres, une sorte de conception moderne de la charité.

Haro sur les fonctionnaires qui « colonisent » la France

« L'extension du paysage administratif est si rapide, si incontrôlée qu'on peut effet redouter une colonisation de la France par les fonctionnaires ... tyran paisible, sournois, et effrayant qu'est l'administration » (page 95).

Les gouvernements de droite comme de gauche, les deux mandats socialistes (1981-1995) comme ceux qui lui ont succédé, ont réalisé les vœux de Jacques Delors en massacrant et démantelant avec détermination les services publics, santé, enseignement, justice, police, jusque dans l'administration gouvernementale remplacée par les consultants privés ayant atteint un tel niveau que la Cour des Comptes s'en est inquiétée. Emmanuel Macron finit le travail.

En 2027, date de la prochaine élection présidentielle, la France sera entièrement soumise à une économie néolibérale mortifère pour les classes populaires et ce sera du pain bénit pour les riches.

Eloge de la mutation « gestionnaire » capitaliste des socialistes

« La gauche a appris à gérer », se félicite Jacques Delors. Il se réjouit que « cette mutation des socialistes français est, à présent [après le tournant de la rigueur], très largement reconnue » (page 75). Il confesse que le Parti socialiste s'est interdit d'utiliser le terme de politique austérité *« qui eut poignardé au cœur le " peuple de gauche " Va pour la rigueur ! »* (page 76), conclut-il avec un cynisme accompli.

Mais Jacques Delors va encore plus loin dans l'aveu (spontané) lorsqu'il se réjouit que *« les socialistes aient restauré le capitalisme »* (page 79). *« Il fallait développer le marché des capitaux à risque, celui qui crée de l'investissement, qui est la condition indispensable du progrès dans une économie de marchéle capital à risque a augmenté cinq fois de volume. ... désormais le capital est moins imposé en France que le travail. Grâce à la gauche ... jamais les gouvernements de droite, pas même celui de Raymond Barre, ne les*

[les chefs d'entreprises] *avaient aidés à ce point et reconnu qu'ils jouaient pour l'intérêt national* » (page 80). Bel aveu ! Il poursuit « *L'économie de marché n'est plus considérée comme l'enfer, ni les chefs d'entreprise comme des Lucifer* » (page 81).

Fermez le ban !

Jacques Delors se qualifiait de « *moderniste* » et non pas de « *néolibéral* ». On mesure avec ces paroles que son modernisme est le Cheval de Troie du néolibéralisme.

Et vive le marché !

« *Tous les français devront se convertir d'urgence à l'esprit de marché, admettre que le marché est le moins mauvais évaluateur des besoins des consommateurs, le meilleur instrument de sélection des bons producteurs* ». (page 123)

Ces deux affirmations sont particulièrement stupides (mes excuses pour ce jugement rédhibitoire et assez violent mais quand même...) car si contraires à la réalité. Elles indiquent combien Jacques Delors est aveuglé par l'idéologie « *moderniste – néolibérale* ». Il faut quand même oser affirmer que le « *marché est le meilleur instrument de sélection* ». Le marché est aveugle aux réels besoins de la population, de la société humaine, à l'intérêt général. La réalisation du plus important profit dans le plus petit espace de temps est le seul objectif du marché. Pour cela il crée des besoins artificiels, publicité et marketing en sont les mamelles, sélectionne les producteurs qui peuvent les créer et en tirer les plus gros profits pour les actionnaires. Le marché livré lui-même est le premier responsable de la destruction de l'environnement.

Et vive la flexibilité du travail

Jacques Delors se lamente de l'échec des discussions sur la flexibilité en France. Si elles ne s'étaient pas soldées par cet échec elles auraient permis à un chef d'entreprise d' « *engager des travailleurs pour une durée limitée afin de satisfaire une commande supplémentaire* », pour conclure par une injonction à l'adresse des syndicats, à la CGT, pas à la CFDT le marchand de commerce de la flexibilité : « *il faut que les syndicats acceptent plus de souplesse* » (page 132).

Jacques Delors loue tous les accords de flexibilité du travail signés par des syndicats « *réformistes* » en Europe en regrettant que notre « *pays n'ait pas pris la tête dans cette marche obligée vers le compromis dynamique, la souplesse* » (page 133).

Dans la lignée de Jacques Delors, les socialistes ont réalisé en partie le rêve de l'entreprise capitaliste, soumettre les travailleurs à ses besoins, que leur vie personnelle soit soumise entièrement au rythme de l'entreprise. Pour mieux faire passer la pilule amère auprès des salariés, les socialistes (la social-démocratie), mesurant la violence du concept ont inventé l'expression de « *flexisécurité* » ^[11], une sorte de troc, tu me donnes plus de flexibilité, je te donne plus de sécurité dans l'emploi.

La CFDT s'est faite le chantre de ce slogan fallacieux qui a abouti dans les faits à plus de flexibilité et moins de sécurité.

Utopistes, réalistes : l'histoire a tranché, monsieur Delors

Si Jacques Delors manifeste une absolue conviction sur le plan idéologique de la justesse de la conversion du Parti socialiste au néolibéralisme, il ne semble pas aussi sûr de lui, « *L'histoire dira qui, des utopistes d'avant 1981 ou des réalistes de 1982 et de 1983, est responsable de cette soudaine crise de confiance de la gauche* » (page 84).

¹¹ La notion de « **flexisécurité** » trouve son origine en 1995 aux Pays-Bas qui instaurera la loi « flexibilité et sécurité ».

L'histoire a tranché monsieur Delors, malheureusement avec beaucoup trop de retard, en 2017 avec la déroute du Parti socialiste aux élections, déroute qui s'est amplifiée en 2022, avec le score humiliant mais mérité de 1,75% de sa candidate aux élections présidentielles. La débâcle aux élections législatives ne sera freinée que grâce à l'alliance à gauche au sein de la NUPES [12].

Jacques Delors est décédé. Il laisse un héritage délétère

Jacques Delors a dû être meurtri par la scission idéologique au sein du Parti socialiste intervenue au lendemain de la débâcle de 2017.

Olivier Faure, son nouveau secrétaire national, a rompu avec sa conversion néolibérale, ce qui ne l'empêchera pas de faire le panégyrique de Jacques Delors à l'occasion de son décès. La tendance rassemblée autour de Carole Delga et Bernard Cazeneuve n'a pas abandonné l'espoir de faire revenir le Parti socialiste dans le bercail néolibéral. Les enjeux sont majeurs pour la gauche, car si ces derniers parvenaient à récupérer le Parti socialiste il semble probable que le Parti communiste s'y rallierait, ce qui l'entraînerait définitivement à sa perte, tel le Parti communiste italien qui a disparu dans un Parti démocrate lui-même rapidement vaincu par l'extrême droite.

Perspective peu réjouissante pour tous les progressistes français.

Olivier Faure a déclaré, « *Jacques Delors nous a laissé un immense héritage* », j'ajoute : un héritage délétère pour la gauche.

Alain Dubourg

Le 04 janvier 2024.

aldubourg@orange.fr

¹² **NUPES** : « Nouvelle Union populaire écologique et sociale »